

The background is a stylized illustration. At the top right, there are dark green, textured leaves of a tree. The sky is a mix of light blue and white, with many small black birds scattered throughout. In the lower half, a red tractor is shown from the side, moving across a field of orange-brown furrows. In the distance, there are rolling hills in shades of grey and blue. On the right side, the silhouette of a person wearing a wide-brimmed hat is visible, looking towards the left. The overall style is graphic and artistic.

**AMÉLIE
POINSSOT**

Qui va nous nourrir ?

**Au cœur de l'urgence écologique,
le renouveau paysan**

SOLIN/ACTES SUD

QUI VA NOUS NOURRIR ?

DE LA MÊME AUTRICE

DANS LA TÊTE DE VIKTOR ORBAN, Solin/Actes Sud, 2019.

Ouvrage publié sous la direction de
Michel Parfenov

© ACTES SUD, 2024
ISBN 978-2-330-18781-1

Amélie Poinssot

QUI VA NOUS
NOURRIR ?

AU CŒUR DE L'URGENCE ÉCOLOGIQUE,
LE RENOUVEAU PAYSAN

SOLIN
ACTES SUD

*Elle songe que la transmission ne se fait pas
uniquement de manière verticale, suivant
le fil généalogique, mais horizontale, par
les rencontres que l'on s'autorise à faire – et
à défaire.*

EMMANUELLE FAVIER,
La Part des cendres.

*Principal : 20 quintaux de blé,
soit $3\,327 \times 20 = 66\,540$ Fr.*
Menus suffrages : 4 sacs de pommes de terre
1 paire de canards
2 paires de poules
4 paires de poulets
200 œufs
1 sac d'avoine
1/5^e de maïs.
Soit un revenu brut de 79 890 Fr.

Bail fermier ariégeois, 1957.

INTRODUCTION

La bascule

C'est l'histoire d'une hémorragie. Une saignée entamée au début du xx^{e} siècle, ininterrompue depuis. La France compte aujourd'hui moins de 400 000 exploitations agricoles, contre environ 4 millions de fermes un siècle plus tôt. Et d'ici à six ans à peine, la moitié des agriculteurs et agricultrices encore en activité en 2020 seront partis à la retraite. Seront-ils remplacés ? A-t-on envie de voir advenir une relève ? Ou feront-ils place à des exploitations industrielles reposant sur une main-d'œuvre précaire et corvéable ?

Ces chiffres vertigineux font froid dans le dos. Ils ne décrivent pas seulement une bascule démographique. C'est notre modèle agricole et alimentaire qui est en jeu. Qui va nous nourrir demain ? Que va-t-on trouver dans nos assiettes ? Quels seront les impacts de cette production sur nos écosystèmes ?

Ce ne sont pas de petites questions. L'agriculture est à l'origine de 23 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial et porte une responsabilité de premier plan dans la chute de la biodiversité sur notre planète. Notre alimentation pourrait être produite sans détruire davantage autour de nous et nous

pourrions manger plus sainement, avec moins d'aliments shootés aux pesticides. Personne ne rêve de poulets entassés par dizaines de milliers dans des bâtiments, d'usines porcines, de fermes aux mille vaches, ou encore de cargos de maïs et de soja cultivés sur des forêts brûlées de l'autre côté de la planète. Avec les quelque 225 000 agriculteurs et agricultrices que le choc démographique nous promet pour 2030 si les départs en retraite ne sont pas remplacés, échapper à une extrême industrialisation de nos chaînes agroalimentaires paraît cependant complexe. Sinon insoluble.

Et si cette sinistre perspective était précisément l'occasion de changer de modèle agricole ? Une chance pour enfin secouer la politique du secteur, longtemps restée dans l'entre-soi et la reproduction d'un schéma dominant ?

Parallèlement à ces départs massifs, une population nouvelle frappe à la porte. Souvent non issues du monde agricole, ces personnes aux origines sociales diverses sont dotées de bagages singuliers : une indépendance d'esprit par rapport aux générations antérieures ; une volonté de produire autrement que le modèle dominant ; une conscience aiguë des bouleversements écologiques en cours ; un premier parcours professionnel dans un tout autre domaine ; une recherche d'autonomie ; une envie de faire en collectif ; un besoin de réalisation personnelle ; une passion découverte au contact d'une ferme... Le monde agricole est en train de basculer. Plus que les autres, les nouvelles générations sont attirées par l'agriculture paysanne, c'est-à-dire des fermes de petite taille, aux méthodes respectueuses des territoires dans lesquels

elles s'insèrent et aux produits diversifiés. Un retour à un mode de production qui contredit le diagnostic sinistre qu'avait fait Henri Mendras.

En 1967, ce sociologue publiait une étude qui allait faire référence pendant des décennies sur le monde rural : *La Fin des paysans*. Décrivant, à l'époque, une métamorphose dont il ne voyait en réalité que les prémices, le chercheur montrait comment la professionnalisation des travailleurs et travailleuses de la terre, la mécanisation et la spécialisation conduisaient à la disparition d'un modèle : celui des petites fermes, où des familles paysannes, pratiquant la polyculture élevage, parvenaient à couvrir la quasi-intégralité de leurs besoins. Cette métamorphose, alimentée par d'autres tendances lourdes – industrialisation puis tertiarisation de la société, attraction des villes, stratégies d'ascension sociale... –, n'a fait que s'accroître par la suite. Mendras concluait à "la disparition de la civilisation paysanne traditionnelle", cette civilisation où, de manière immuable, la ferme se transmettait "de père en fils".

Cinquante-sept ans après la parution de cet ouvrage, l'heure est venue de préciser et de nuancer ce constat. Ce que je propose ici est une relecture de *La Fin des paysans* à la lumière des défis actuels.

Car le monde paysan n'a pas disparu. Beaucoup se sont échinés à préserver leurs petites fermes, ont résisté aux vents contraires et aux stratégies prédatrices qui les cernaient. D'autres, de plus en plus nombreux, ont rejoint le secteur. Parmi ces nouvelles vocations, on trouve une forte proportion de femmes – lesquelles, longtemps restées sans statut, avaient encore plus

déserté que les hommes. Cette paysannerie est traversée de luttes, de questionnements, de résistances. Elle invente, expérimente, crée de nouveaux liens avec le monde urbain. Elle est en phase avec son époque, mettant au point des méthodes pour affronter les bouleversements écologiques et climatiques, les atténuer, s'y adapter. L'agriculture paysanne est une alternative pour contrer le rouleau compresseur de l'agro-industrie. Mais à la différence de celle-ci, elle n'est guère soutenue par les politiques publiques.

Qui sont ces nouvelles paysannes et paysans ? Quels sont leurs projets ? Quels obstacles doivent-ils affronter ? Pourquoi les instances dominantes du monde agricole ne les laissent-elles pas facilement entrer ? Quelle politique pourrait permettre d'amplifier cet élan ?

C'est avec ces questions en tête que j'ai mené l'enquête, en allant à la rencontre de celles et ceux qui sont en chemin, et de celles et ceux qui parviennent à s'installer malgré les difficultés. Une ferme qui se transmet étant toujours l'occasion d'une évolution, les milliers de transmissions à venir sont autant d'opportunités pour transformer notre système alimentaire ; j'ai donc assisté à ce moment précieux de la passation. Je me suis également rendue dans des fermes de bifurqueurs et bifurqueuses une saison ou deux après leur installation, cherchant à voir au plus près ce que ce foisonnement des possibles peut apporter à nos écosystèmes et à notre alimentation. Ces parcours sont longs, et semés d'embûches. Ce livre témoigne de nombreux blocages et des mécanismes qui freinent cet essor. En interpellant diverses instances agricoles, j'ai pu mesurer combien celles-ci étaient repliées sur elles-mêmes,

dans la défense d'un modèle daté, favorable à l'agro-industrie et nuisible à la planète. En me plongeant dans les budgets censés aider à l'installation à la tête d'une ferme, j'ai découvert combien l'allocation des ressources publiques continuait d'empêcher une transition vertueuse. Dans les entraves au renouveau paysan, il n'y a pas de fatalité, il y a des responsables.

LE DÉSERT

Le climat presse,
les fermes disparaissent

Avec de bons salaires, des avantages de toutes sortes, des congés, le samedi, le dimanche et les soirées libres, Michelin prenait les meilleurs fils de paysans et tuait les campagnes, les gens devenaient des esclaves salariés et ils étaient contents, c'était l'avenir. La mère éructait ces choses certains jours quand on commençait à dire dans le pays que tel ou tel fils d'une famille de propriétaires s'était embauché.

MARIE-HÉLÈNE LAFON,
Les Derniers Indiens.

10 décembre 2021. Dans l'hôtel Villeroy de la rue de Varennes à Paris, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation présente à la presse les premiers résultats du dernier recensement agricole. C'est une déflagration. La France a perdu près de 100 000 exploitations en moins de dix ans. De 490 000 fermes sur le territoire métropolitain en 2010, on est passé à tout

juste 390 000 fermes en 2020. Soit une chute de plus de 20 %, comparable, en proportion, aux chutes des décennies précédentes¹. Le plan social qui s'abat en silence sur le monde agricole se poursuit, et cela ne semble pas affoler celui qui est alors à la tête du ministère, Julien Denormandie, un diplômé d'Agro-ParisTech, qui veut surtout présenter aux journalistes la "bonne nouvelle" de ce recensement : "La surface agricole utile n'a pas diminué", retient-il comme premier enseignement. Elle s'étend toujours sur à peu près la moitié de l'Hexagone, et la France reste le premier pays agricole européen.

Mais cette surface est dépeuplée. La profession a été écrasée. Le secteur agricole ne mobilise plus que 1,26 million de personnes² : environ 450 000 cheffes et chefs d'exploitation et quelque 810 000 salariées et salariés agricoles qui, majoritairement à temps partiel ou saisonniers, ne comptent que pour 260 000 équivalents temps plein. Le secteur pèse à peine plus de 4 % de l'emploi en France.

Ce déclin touche l'ensemble des territoires et des filières de production, à l'exception du maraîchage et de l'horticulture. C'est l'élevage bovin qui voit reculer le plus grand nombre de vocations : près des deux tiers des exploitations disparues entre 2010 et 2020 étaient destinées à la viande ou aux produits laitiers. Et ce sont les Vosges, le Territoire de Belfort et les Alpes-Maritimes les trois départements les plus atteints. Reste que pour

1. Voir graphiques en annexe 1.

2. Chiffres de la MSA, la Mutualité sociale agricole, au 1^{er} janvier 2022.

une grande partie de l'Est de la France, pour le Grand Ouest – de la Normandie jusqu'aux Landes –, ainsi que pour le Nord du Massif central, la question de l'avenir du monde agricole est particulièrement prégnante : la démographie décline à toute vitesse et de nombreuses fermes proposées à la vente ne trouvent pas de repreneurs. L'hémorragie est là et le pire est peut-être à venir.

Car ce que disent les données de ce recensement, c'est que le vieillissement de cette population s'accélère. Au seuil des années 2020, plus de la moitié des fermes françaises sont dirigées par des personnes âgées de cinquante-cinq ans et plus. Ces seniors s'avèrent particulièrement nombreux dans l'Ouest francilien, en Normandie, dans le quart sud-ouest, sur tout le littoral méditerranéen, et dans les filières fruits et grandes cultures.

Autrement dit, d'ici à 2030, la moitié des agricultrices et agriculteurs sera partie à la retraite, et, fait inquiétant, beaucoup d'entre eux n'ont, à ce jour, aucune idée sur l'avenir de leur ferme. Sera-t-elle transmise, à qui, pour y produire quoi : à ce stade, rien n'est écrit. “La question de la transmission est un sujet sensible et stratégique, lit-on dans les analyses du recensement, lors duquel les agents ont interrogé exploitantes et exploitants de plus de soixante ans. Si une proportion stable proche du tiers n'envisage pas de départ immédiat, d'autres réponses varient fortement selon, par exemple, la taille économique de l'exploitation. L'incertitude est ainsi particulièrement marquée dans les petites exploitations, et se réduit à mesure que la taille économique croît.” Un quart seulement des répondants

envisagent une reprise de leur exploitation, que ce soit par un membre de leur famille ou par un tiers¹.

Quid des années futures ? Traçons un instant le scénario du pire : si la vague de départs à la retraite de la décennie en cours n'était pas compensée par de nouvelles arrivées... Imagine-t-on une agriculture pilotée par 225 000 cheffes ou chefs d'exploitation – soit l'équivalent de la population lilloise – pour nourrir 67 millions de personnes, sans parler des marchés mondiaux ? 225 000, c'est à peu de chose près l'équivalent de la masse salariale du groupe de luxe LVMH... Est-ce que tout cela tourne bien rond ?

De fait, aujourd'hui, près de la moitié des départs en retraite ne sont pas remplacés. On compte en moyenne 13 000 entrées dans le métier par an, pour 20 000 sorties. Attendre encore ne permettra pas d'inverser la tendance et de stopper le dépeuplement. Au grand Monopoly des terres agricoles, les gagnants continuent de s'agrandir et la concentration des terres se poursuit. Les outsiders, ceux qui n'ont ni foncier, ni capital, ni accès facilité par des liens familiaux, ni diplôme d'une grande école, n'ont pas aisément accès aux dés. Les règles du jeu n'aident pas, la barre est encore plus haute qu'avant : le recensement dévoile que la taille moyenne des exploitations est désormais de 69 hectares, contre 55 hectares dix ans plus tôt. La catégorie des toutes petites fermes, celles qui comptent moins

1. Catherine Barry, "Recensement agricole 2020 – Âge des exploitants et devenir des exploitations : les exploitations fruitières ou de grandes cultures plus souvent dirigées par au moins un exploitant senior", Agreste, *Primeur*, n° 2022-10.

de 20 hectares, est en chute libre : de 220 000 environ en 2010, elles passent à 148 000 en 2020. Tandis que celles qui se multiplient sont les exploitations de 100 à 200 hectares (on en compte environ 75 000 dans l'Hexagone), et celles de plus de 200 hectares (25 000 entités environ). L'ensemble de ces grandes fermes représente aujourd'hui un quart des exploitations françaises ; elles n'étaient que 2 % cinquante ans plus tôt. Et ces exploitations plus étendues n'emploient pas plus de monde. "On va vers une agriculture moins employeuse à l'hectare", relève la sociologue Véronique Lucas¹, soulignant que les agricultrices et agriculteurs constituent la catégorie socioprofessionnelle à connaître le temps de travail le plus élevé : plus de 50 heures par semaine, soit davantage que la catégorie des commerçants et artisans. Une "surcharge de travail" qui ne fera que s'aggraver si l'exode continue.

Pour un secteur aussi stratégique et essentiel qu'est la production alimentaire, plus que tout autre nécessaire dans la vie quotidienne, le constat est vertigineux. La longue métamorphose qui a démarré tout doucement à la fin du xix^e siècle, quand la population vivant de l'agriculture était majoritaire dans le pays, atteint aujourd'hui une gravité problématique. Les causes en sont multiples. La guerre de 1914-1918 a décimé les campagnes. Dans l'entre-deux-guerres et de façon accélérée après la Seconde Guerre mondiale, ce sont la mécanisation et l'arrivée de la chimie

1. Amélie Poinssot, "Le recul démographique du monde agricole n'est pas une fatalité", entretien avec Véronique Lucas, *Mediapart*, 29 janvier 2022.

en agriculture, puis une politique de restructuration axée sur le remembrement et l'agrandissement des fermes, qui poussent des générations de fils et filles de paysans à partir à la ville, au profit d'une industrie demandeuse de bras en plein essor.

Aucun secteur n'a connu de déclin démographique aussi rapide et aussi fort. Mesure parmi d'autres qui contribue à cet assèchement des campagnes : la mise en place, dans les années 1960, de l'"indemnité viagère de départ". Cette rente annuelle vise à mettre à la retraite un demi-million d'agriculteurs en échange de la cession des terres à des plus jeunes, à condition qu'elles contribuent à l'agrandissement des exploitations. D'autres aides abonderont pour financer les études des enfants et les conduire vers un autre avenir que le travail paysan.

Côté européen, la mise en place, à la même époque, de la Politique agricole commune (PAC¹), puis le plan du commissaire néerlandais Sicco Mansholt, en 1972, poussent également, au nom de la "modernisation", à la diminution de la population agricole dans les six pays que comptait alors la Communauté économique européenne.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la population agricole ne représentait déjà plus que 36 % de la population active en France. Une génération plus tard, à la fin des années 1960, la proportion tombait à 18 % ; l'on comptait alors 3,8 millions de personnes dans le secteur agricole.

1. Retrouvez la liste des sigles utilisés dans l'ouvrage en annexe 3.

C'est dans ces années-là qu'est publiée *La Fin des paysans*, d'Henri Mendras. Premier diagnostic majeur sur ce monde agricole en train de se vider tandis que les rendements doublent, le livre raconte sa transformation sous l'effet de la rationalisation économique et de la professionnalisation de la jeune génération. Le chercheur était loin, cependant, de prédire la réalité d'aujourd'hui. La métamorphose du secteur agricole a dépassé toutes ses observations : depuis la parution de *La Fin des paysans*, la population agricole a été divisée encore par trois, tandis que les évolutions techniques continuent.

Cette fin des paysans aurait pu être décrite en premier lieu comme une fin des paysannes. Dans les familles, l'érosion est en effet beaucoup plus marquée chez les femmes que chez les hommes. D'après les données de l'Insee, les filles d'agriculteurs sont 39 % à rester dans le métier en 1977 contre 5,5 % aujourd'hui, et la courbe n'est pas encore stabilisée. Tandis que les fils d'agriculteurs sont 36,5 % à poursuivre en 1977, et sont 24 à 27 % depuis les années 1990¹. L'invisibilisation et la non-rémunération, pendant des décennies, du travail féminin en agriculture, le cantonnement des femmes à certaines tâches, comme la traite en élevage, et l'obtention très tardive de la parité de statut – la parité complète ne date que de 2015 – expliquent, sans nul doute, cet éloignement plus que massif.

1. "Éleveur de ruminants : l'attractivité du métier en question", *Dossiers techniques de l'élevage*, n° 7, Institut de l'élevage, avril 2023.

Mais arrêtons-nous un instant sur le diagnostic de Mendras. L'ouvrage paraît en 1967. Les surfaces agricoles ne font encore que 15 hectares en moyenne et, déjà, les lignes qu'il couche sur le papier résonnent étrangement avec ce qui se passe aujourd'hui dans les campagnes. "Après un siècle d'exode rural continu, la révolution actuelle fait diminuer le nombre des agriculteurs au rythme affolant de 160 000 par an, tant par la mort d'agriculteurs sans successeurs que par le passage de jeunes agriculteurs à d'autres professions. Les exploitants qui demeurent s'agrandissent d'autant et peuvent faire face aux exigences nouvelles de l'économie et de la technique, mais la société villageoise en est totalement bouleversée¹."

Les artisans de cette disparition ? Les hauts fonctionnaires, les hommes politiques et les responsables des organisations agricoles. Pour tous ces dirigeants nourris de libéralisme, l'agriculture doit être rentable, écrit Mendras. Pour un secteur où l'unité familiale se confondait avec la ferme et où les valeurs morales prévalaient sur les objectifs de revenus, c'est une révolution copernicienne qui s'engage. "La rentabilité exige l'augmentation de la surface des exploitations, d'où l'acceptation de l'exode rural ; la réussite économique suppose des investissements rentables, qui ne peuvent l'être en agriculture qu'avec l'aide de l'État, par conséquent la politique agricole ne doit plus chercher à soutenir les prix agricoles, mais au contraire doit permettre

1. Henri Mendras, *La Fin des paysans*, Actes Sud, 1984, p. 21. L'ouvrage avait été initialement publié par la Sédés, Société d'études et de documentation économiques, en 1967.

aux « bons » agriculteurs de faire des investissements ; enfin les techniques modernes réclament de grandes unités de culture que l'on ne peut créer qu'en brisant les structures agraires¹."

La course à l'agrandissement des exploitations commence, les paysans deviennent des gestionnaires d'entreprise, raconte Mendras. "L'agriculteur investit en terres, en bâtiments, en machines, en cheptel, en engrais, en semences, le plus souvent à l'aide du crédit en escomptant que ces investissements seront rentables. Le calcul économique, au sens des économistes et des comptables, pénètre l'exploitation agricole." Résultat, en 1967, un jeune agriculteur "est plus différent de son père que celui-ci ne l'était de ses lointains ancêtres du XVIII^e de la Renaissance et peut-être même de l'Antiquité²".

Le sociologue prend pour exemple de cette profonde transformation l'introduction du maïs hybride dans le Béarn, un changement technique "inoffensif en apparence", mais dont les effets indirects sont "révolutionnaires³". La diffusion de ce maïs détruira en effet l'économie paysanne traditionnelle : avec le doublement voire le triplement des rendements et l'écoulement extrêmement facile de cette nouvelle variété sur les marchés, la monoculture s'impose petit à petit, éliminant le maïs local et même d'autres céréales comme le blé. Les paysans locaux qui cultivaient pour se nourrir en sont ahuris, relate Henri Mendras. "Que le blé qui est « une céréale pour faire le pain » vaille moins

1. *Ibid.*, p. 312.

2. *Ibid.*, p. 123 et p. 359.

3. *Ibid.*, p. 176.

cher que le maïs « qu'on donne aux animaux » est scandaleux et immoral¹», entend-il. Pour le monde agricole s'enclenche un curieux cercle de dépendances économiques : s'endetter pour investir, acheter en amont semences, engrais et dés herbants pour cultiver. On préfère ne pas trop regarder en arrière. La modernité est alors du côté de la standardisation et de la production à grande échelle, et tant pis si elle fait des dégâts monstrueux dans les campagnes ; elle satisfera la frange de la population qui s'en sortira. «Seuls les jeunes qui croient à l'avenir d'une agriculture modernisée fondent leur espoir sur le désespoir des autres : c'est parce que le voisin déserte sa maison qu'ils pourront cultiver son champ. Ils ne s'attardent pas à s'émouvoir sur de vieilles pierres qui illustrent un passé contre lequel ils luttent de toutes leurs forces. Leur réussite masque pour eux un drame auquel ils ont confiance d'échapper².»

La conclusion du sociologue est funeste. «En reconstruisant une société neuve sur des structures démantelées de famille, d'exploitation et de village, ils [les jeunes agriculteurs] sonnent le glas des derniers vestiges de paysannerie qui, en France, ne survivront pas à leur génération. Ainsi, avec eux, d'elle-même, s'éteindra la paysannerie³.»

Mendras, tout à son examen de l'extinction d'un monde – il écrira dans une postface publiée lors de la réédition de son livre, une vingtaine d'années après sa

1. *Ibid.*, p. 184.

2. *Ibid.*, p. 275.

3. *Ibid.*, p. 363.

première parution, qu’“en une génération, la France a vu disparaître une civilisation millénaire¹” –, omettant cependant dans son analyse les capacités de résistance du modèle paysan face au rouleau compresseur du productivisme. Contrairement à ce qu’il écrit, la paysannerie française n’a pas complètement été “tuée” par “la civilisation qu’on appelle industrielle²”, certains ont réussi à perpétuer – et à transmettre – leur modèle, et le schéma des grandes exploitations, générateur d’importants coûts financiers, n’est pas toujours gagnant sur le plan économique.

Près de soixante ans après la parution de *La Fin des paysans*, si la population du secteur s’est de fait effondrée, bien au-delà de ce que le chercheur pouvait observer dans la France des années 1960, l’agriculture paysanne n’a pas disparu. Ce mode de production à échelle humaine, locale, aux méthodes respectueuses des écosystèmes dans lesquels il s’intègre, est même revendiqué par nombre d’associations, collectifs et autres ONG, en lutte contre l’agro-industrie et pour une meilleure alimentation.

Au moment même où Mendras se penchait sur la postface de son livre, au mitan des années 1980, un nouveau syndicat voyait le jour, s’appropriant le terme pour lui redonner ses lettres de noblesse, dans la lignée du courant des “paysans-travailleurs” qui avait émergé une décennie plus tôt, en rupture avec le syndicalisme dominant : il s’agit de la Confédération paysanne. De nombreuses personnes que j’ai rencontrées au cours

1. *Ibid.*, p. 365.

2. *Ibid.*, p. 15.

de cette enquête refusent d'ailleurs de se dire agricultrices ou agriculteurs pour préférer le mot "pay-sanne" ou "paysan", en y mettant derrière beaucoup de professionnalisme, de recherche et d'inventivité. "J'aurais mieux fait d'avoir un métier que de rester paysan", entendait Mendras, lui, quand il faisait son travail de terrain¹...

Ce n'est plus la paysannerie, mais l'agrobusiness qui est aujourd'hui sous le feu des critiques. En dépit de toutes les politiques menées depuis l'après-guerre, en dépit de tous les obstacles qu'ils ont à surmonter pour pouvoir faire tourner leur activité, paysannes et paysans sont toujours là et ont fait le lien avec les questions écologiques. D'autres sont en devenir. Nous allons les rencontrer dans les chapitres qui suivent.

Reste que si l'on souhaite aller vers un système alimentaire moins dépendant des énergies fossiles et moins destructeur de la biodiversité, autrement dit si l'on souhaite aller, à l'échelle nationale, vers une agriculture plus écologique afin de répondre aux défis majeurs qui se posent aujourd'hui, ces paysannes et ces paysans ne sont pas assez nombreux. La nécessité d'inverser la courbe démographique s'impose : il ne s'agit pas seulement de remplacer les départs à la retraite, mais de repeupler un désert.

Au soir de sa vie, l'un des artisans de ce dépeuplement, Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture sous de Gaulle et père des grandes réformes agricoles des années 1960, prenait lui-même conscience d'avoir

1. *Ibid.*, p. 241.

poussé trop loin sa politique. “Je n’ai jamais cru que l’accroissement de la production se ferait à population égale, écrit-il en 2004 dans *Un vieil homme et la terre*¹. [...] Mais, acceptant un certain exode, je n’ai jamais envisagé qu’il prendrait cette ampleur. L’imaginant, j’aurais moins tenté de m’y opposer que de corriger ses effets humains, sociaux, territoriaux. Mais à quoi bon se lamenter ? Prenons acte de ce qui s’est produit et tentons d’esquisser une politique qui arrête l’hémorragie et fonde une agriculture qui vive bien de sa production et des travaux multiples qui sont désormais les siens, sans qu’on l’aide.” Celui qui avoue alors avoir été “productiviste... hier²” pointe les limites de la performance et de la course aux rendements : “Le monde n’est pas une usine à produire, une usine à consommer, mais un espace pour vivre en produisant et en consommant dans une nature vivante³.”

Et s’il était temps de prendre ce regret au sérieux et d’aller dans le sens inverse de ce qui a été entrepris dans les années 1960 ? Non pas chasser des centaines de milliers de paysannes et paysans mais faire naître autant de vocations ? La modernité n’est-elle pas du côté d’un usage plus respectueux des ressources terrestres ?

1. Edgard Pisani, *Un vieil homme et la terre. Neuf milliards d’êtres à nourrir. La nature et les sociétés rurales à sauvegarder*, Seuil, 2004, p. 202.

2. *Ibid.*, p. 68.

3. *Ibid.*, p. 89.

LE POINT DE VUE DES ÉDITEURS

C'est l'histoire d'une hémorragie. Une saignée entamée au début du xx^e siècle, ininterrompue depuis. La France compte aujourd'hui moins de 400 000 exploitations agricoles contre 4 millions de fermes un siècle plus tôt. À quoi on ajoutera que d'ici à 2030, la moitié des agriculteurs et agricultrices seront partis à la retraite.

Dilemme : qui va nous nourrir ? Soit on remplace les par-tants, soit c'est la mort des paysans annoncée par Henri Mendras, et on laisse définitivement le champ libre à l'agro-industrie !

Une perspective si sinistre qu'elle devrait être enfin l'oc-casion de renverser le modèle dominant avec, pour faire face aux départs massifs, l'arrivée de nouvelles personnes, souvent non issues du monde agricole, qui frappent à la porte. Amé-lie Poinssot les a longuement rencontrées. Elles sont dotées de bagages singuliers : une volonté de produire autrement, une conscience aiguë des bouleversements écologiques, une pre-mière expérience professionnelle dans un tout autre domaine, une ténacité à toute épreuve pour un vrai parcours du com-battant...

Au terme de son livre-enquête – un état des lieux exhaus-tif –, l'autrice, tout en appelant de ses vœux un sursaut socié-tal, nous avertit avec gravité : “Dans les entraves au renouveau paysan, il n'y a pas de fatalité, il y a des responsables.”

Amélie Poinssot, journaliste à Mediapart, est l'autrice de Dans la tête de Viktor Orbán (Solin/Actes Sud, 2019).

SOLIN/ACTES SUD

www.actes-sud.fr

DÉP. LÉG. : FÉV. 2024 / 21 € TTC France

ISBN 978-2-330-18781-1

CNL
CENTRE
NATIONAL
DU LIVRE



9 782330 187811